



Cubzadais
Fronsadais

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Nombre de membres

- en exercice : 63^(*)
- présents : 10
- votants : 12
- 0 contre 0 abstention

Le mercredi 17 décembre 2025 à 9 heures 30 après une seconde convocation

Le conseil du SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ADDUCTION D'EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT DU CUBZADAIS FRONSADAIS dûment convoqué s'est réuni, **sans condition de quorum**, en session ordinaire à SAINT ANDRE DE CUBZAC sous la présidence de Monsieur Florion GUILLAUD

Dates de convocation : 1^{ère} convocation : 2 décembre 2025
2^{nde} convocation : 12 décembre 2025

Objet :

Délibération 2025/52

Présents :

M. FRADET - M. CHIAROTTO - M. GASTEUIL - M. DUBOSCQ - M. CHOLLET-GABARD - M. DUBOUREAU - M. de COURNUAUD
représentant la communauté de communes du Fronsadais

M. PRAT - M. LOURTEAU *représentant la communauté de communes du Grand Cubzaguais*

Service public
de l'assainissement collectif
Station d'épuration de Porto
Micropolluants
Diagnostic amont
Attribution du marché

Membres absents excusés ayant donné procuration :

- M. TABUSTEAU (CDC GRAND CUBZAGUAIS).....pouvoir à M. GUILLAUD (CDC GRAND CUBZAGUAIS)
- M^{me} BOURSEAU (CDC GRAND CUBZAGUAIS).....pouvoir à M. LOURTEAU (CDC GRAND CUBZAGUAIS)

Membres absents excusés (sans procuration) :

M. DESAGNAT - M. MERVEILLAUT - M. BARBE - M. RODRIGUEZ - M. DURANT - M. BIGOT - M. DEPRET - M. GRIMA - M. MAIRE - M. BARDEAU (Yohan) - M. VIELFAURE - M. GARANTO - M. DUCARRE - M^{me} ROY - M. DAILL - M^{me} DEVAL - M. DUFOURGT - M. QUEYROU - M. GUIJARRO - M. DUVERGER - M. MEYNADIER - M^{me} FOURCADET - M. EYRAUD - M. GARBUIO - M. BARDEAU (Dorian) - M^{me} MAUBERT-SBILE - M. MALARET - M. VALEIX - M. COUQUIAUD *représentant la communauté de communes du Fronsadais*

M. CHERIGNY - M. FAVRE - M. FERRE - M. MICHEL - M. MEYER - M. LEFEVRE - M. MIGNER - M. POTIER - M. MARTOS - M. SUBERVILLE - M^{me} DELAGARDE - M. MARTIAL - M^{me} LOUBAT *représentant la communauté de communes du Grand Cubzaguais*

M. CHAULET - M. DIDIER (CAVIGNAC) - M^{me} PORTE - M^{me} LAVANDIER (CEZAC) - M. DESPERIEZ - M^{me} BATARD (CUBNEZAI) - M. GAUDRY - M. TRIBOY (MARCENAI) - M^{me} MISIAK (MARSAS) *représentant la commune et la communauté de communes Latitude Nord Gironde*

(*) nombre de membres ramené à 63 du fait du décès d'un élu

Vu la circulaire du 28 septembre 2010 relative à la surveillance de la présence de micropolluants dans les eaux rejetées au milieu naturel par les stations d'épuration des eaux usées (capacité > 600kg de DBO5 par jour soit 10.000 Equivalents Habitants) définissant le cadre réglementaire pour la campagne initiale de Recherche de Substances Dangereuses dans les Eaux (RSDE1) ;

Vu que, sur le territoire syndical, seule la station d'épuration de "Porto" à CUBZAC LES PONTS est concernée par cette obligation en raison de sa capacité (14.000 Equivalents Habitants en 2019 – 30.000 Equivalents Habitants actuellement) ;

Vu que cette prestation d'analyse, réalisée par SOGEDO, a mis en évidence, lors de la campagne de 2018, la présence en quantité significative d'un certain nombre de substances ;

Vu la recherche de l'origine des micropolluants dans les eaux brutes engagée, conformément à la note technique du 12 août 2016, dite RSDE2, par l'intermédiaire d'un diagnostic amont qui a conclu à des pollutions diffuses ;

Vu la nouvelle campagne de recherche de présence de substances dangereuse réalisée en application de la réglementation qui s'est tenue de décembre 2022 à septembre 2023 qui fait apparaître deux nouveaux polluants : le Cuivre et les chloroalcanes C10-C13 ;

Vu la note technique du 24 mars 2022, qui abroge celle du 12 août 2016, et précise qu'un diagnostic complémentaire à celui réalisé en 2019 est à produire au regard de la nouvelle campagne de recherche si de nouveaux micropolluants sont présents en quantité significative ;

Vu les objectifs du diagnostic amont mentionnés ci-dessous :

- identifier les origines de substances déversées dans le système de collecte public et devant faire l'objet d'une réduction/suppression ;
- identifier les actions/techniques à mettre en œuvre à la source et visant à prévenir les émissions de substances dans le système de collecte public, les supprimer ou, si cela n'est pas possible, à les réduire ;
- proposer, selon l'état de l'art actuel, des solutions de réduction ou de suppression de ces substances, argumentées techniquement et économiquement, au regard des solutions réalistes retenues ;
- argumenter dans le cas d'absence de solutions réalistes (économiquement, juridiquement, techniquement...);
- fournir des éléments d'évaluation de l'efficacité des actions/techniques disponibles ainsi que les éléments ayant conduit à conclure à cette efficacité ;
- permettre d'établir un programme global à l'échelle du bassin versant concerné avec les actions de réduction/suppression qui pourront effectivement être mises en œuvre avec un calendrier associé, en cohérence, d'une part, avec la sélection des actions les plus efficaces permettant d'améliorer l'état des masses d'eau concernées et, d'autre part, avec les objectifs nationaux de réduction des émissions nationales.

Considérant que ce diagnostic amont peut bénéficier de l'accompagnement financier de l'AGENCE DE L'EAU ADOUR-GARONNE prévu dans le cadre du XII^e programme pluriannuel d'intervention en matière de "Réduction des pollutions domestiques et pluviales" ;

Vu la délibération n° DL/CA/24-52 portant sur la réduction des pollutions domestiques et pluviales prise par le conseil d'administration de l'AGENCE DE L'EAU ADOUR-GARONNE en séance du 10 octobre 2024, consolidée en séance du 3 juillet 2025 par délibération n° DL/CA/25-22 ;

Considérant que le montant de la dépense pour cette étude "diagnostic amont complémentaire et plan d'action pour la réduction des micropolluants sur le bassin de collecte de la STEP de Porto" estimé à 40.000 € H.T. est inscrit au Budget Supplémentaire 2025 – Service public de l'assainissement ;

Délibération 2025/52 (suite)

-3-

Vu le Code de la Commande Publique ;

Vu l'avis relatif aux seuils de procédure annexé au Code de la Commande Publique paru au Journal Officiel n° 0283 du 7 Décembre 2023 ;

Vu les Articles L 2123-1, R 2123-1, R 2123-4 à R 2123-7 du Code de la Commande Publique portant sur les marchés publics passés selon une procédure adaptée ;

Vu la délibération n° 2025/43 prise par l'assemblée convoquée le 26 septembre 2025 autorisant le président à lancer une consultation selon la procédure adaptée en application des articles L 2123-1, R 2123-1, R 2123-4 à R 2123-7 du Code de la Commande Publique afin de désigner un bureau d'études chargé de l'élaboration du diagnostic amont et du plan d'action pour la réduction des micropolluants sur le bassin de collecte de la station d'épuration de "Porto" à CUBZAC LES PONTS ;

Vu la lettre de consultation en date du 31 octobre 2025 transmise aux bureaux d'études SOCAMA INGENIERIE, SAFEGE et AMEAU ;

Après examen des plis parvenus conformes dans les délais déposés par les bureaux d'études susvisés

Après classement des trois offres parvenues conformes dans les délais selon les critères de jugement pondérés mentionnés dans la lettre de consultation : valeur technique 50 %, prix des prestations 40 %, délai d'exécution 10 % ;

Après avis des membres de la commission d'appel d'offres convoqués le 4 décembre 2025 ;

Conformément aux dispositions de l'Article L 2152-7 du Code de la Commande Publique, le Président propose de retenir l'offre "*économiquement la plus avantageuse*" présentée par le bureau d'études SAFEGE dont le montant s'élève à 22.100,00 € HT soit 26.520,00 € TTC.

Le conseil syndical, après en avoir délibéré :

1. Décide de confier au bureau d'études SAFEGE l'élaboration du diagnostic amont et du plan d'action pour la réduction des micropolluants sur le bassin de collecte de la station d'épuration de "Porto" à CUBZAC LES PONTS.
2. Autorise le Président à signer le marché qui s'élève à 22.100,00 € HT soit 26.520,00 € TTC ainsi que toutes pièces annexées y compris les avenants qui entrent dans le cadre de l'application du Code de la Commande Publique.
3. Autorise le Président à signer tous documents administratifs et financiers destinés à la mise en œuvre des dispositions qui précèdent.
4. Dit que la dépense est inscrite au Budget Supplémentaire 2025 – Service Public de l'assainissement.
5. Sollicite l'aide financière de l'AGENCE DE L'EAU ADOUR-GARONNE.

Fait à SAINT ANDRE DE CUBZAC,
Le 5 Janvier 2026.

SYNDICAT INTERCOMMUNAL
D'ADDUCTION D'EAU POTABLE
ET D'ASSAINISSEMENT DU
CUBZADAIS FRONSADAIS

Jean-Marc DUBOUREAU, secrétaire de séance

Florion GUILLAUD
Président du SIAEPA DU CUBZADAIS FRONSADAIS